
3

EXTRAITS DU RAPPORT MORAL

Extraits du rapport moral prononcé par le président de l'Association Nationale, Olivier Berthe, devant l'Assemblée Générale du 20 octobre 2012, et approuvé à l'unanimité des 374 membres présents ou représentés.

« Mais arrive un moment où l'impossible est atteint. Il est indispensable que les candidats à l'élection présidentielle de 2012 s'engagent à mettre en œuvre les mesures d'urgence qui s'imposent, en commençant par **l'emploi et le logement**. Nous leur rappellerons avec force et détermination, en faisant porter la voix de ceux qu'on n'écoute pas suffisamment. »

C'est par ces mots que se concluait l'édito de la plaquette sur la 27^{ème} campagne des Restos. Les chiffres de cet exercice (page 24 du rapport annuel), illustrent nos constats et nourrissent nos interpellations.

L'aide alimentaire comme porte d'entrée vers toute une série de dispositifs contribuant à une insertion durable dans la société, le refus de considérer que certaines catégories de personnes ne peuvent pas ou plus être aidées : ce sont nos convictions, c'est la base de toutes nos actions. Nous sommes ici clairement à l'opposé de ce que certains se plaisent à qualifier "d'assistanat" ou d'aide d'urgence sans lendemain. Et tout cela n'est possible que grâce à l'engagement quotidien

de **63 000 bénévoles et 500 salariés**, toujours plus nombreux et toujours plus investis. Sans elles et eux, impossible de "faire bien plus avec bien moins"... et pas d'écho auprès de l'opinion ou des élus. Comme chaque année, et chaque année avec davantage d'insistance, il faut **leur rendre hommage** et souligner le rôle crucial qu'elles et qu'ils tiennent pour maintenir la cohésion sociale de notre pays.

Et aussi combien, dans une année connaissant des échéances électorales majeures et au milieu d'une crise sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le rôle des femmes et des hommes qui contribuent à l'action des Restos est essentiel pour **"porter la voix de ceux qu'on n'écoute pas suffisamment"**.

NOTRE MESSAGE ET NOS COMBATS : QU'AVONS-NOUS DIT EN 2012 ?

Lors du lancement de campagne, nous nous étions fixés deux priorités :

1. POURSUIVRE LA CONSTRUCTION D'UN PROGRAMME EUROPÉEN DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Il y a un an, nous ignorions si le PEAD allait être maintenu. Pourtant, les Restos n'avaient pas ménagé leurs efforts pour convaincre les décideurs européens de sauver le seul dispositif venant davantage en aide aux citoyens qu'aux structures, et qui permet à 18 millions de femmes et d'hommes de s'extirper des difficultés liées aux carences alimentaires les plus graves. **Le 14 novembre 2011, au terme de plusieurs mois de négociations difficiles, un compromis était trouvé pour maintenir l'enveloppe de 500 millions par an jusqu'à fin 2013.** Ce sursis n'a été rendu possible que par la conjugaison du travail acharné de notre association, de la cohésion du mouvement humanitaire français et de l'investissement des élus et responsables politiques. L'action commune de tous les bénévoles des Restos, a porté ses fruits et autorisé un peu de répit. Mais à peine avions-nous salué ce vote responsable des chefs d'Etats, il fallait reprendre l'initiative. **En effet, le budget de l'Union Européenne pour la période 2014/2020 va être finalisé d'ici décembre 2012** et c'est à cette date que les modalités d'un futur programme européen de sécurité alimentaire, remplaçant le PEAD, doivent être arrêtées. Notre association a poursuivi un travail de **lobbying de très grande ampleur**, en se rendant régulièrement

à Bruxelles et en participant activement aux travaux préparatoires du futur programme avec la Commission, les associations européennes et les élus français. Elle a cherché à sensibiliser les citoyens de tous les états européens, y compris les plus réfractaires, afin de leur démontrer que l'aide alimentaire est la porte d'entrée indispensable aux actions d'insertion qui seules permettront d'atteindre les objectifs ambitieux de réduction de la pauvreté que se fixe l'Europe (programme "Europe against poverty" -25 % de pauvres d'ici 2020). **Cela se matérialise par le "Airfood project"** qu'il faut désormais relayer sans relâche afin que le programme, qui sera présenté bientôt par la Commission, obtienne un vote favorable. Cela se caractérise encore par le renforcement des échanges avec les associations allemandes que nous avons reçues ensemble, à Paris, en octobre dernier. Les Restos resteront mobilisés autour de l'idée qu'une **institution qui vient de recevoir le prix Nobel de la paix n'a pas le droit de stopper le dispositif imaginé par Coluche et qui permet depuis un quart de siècle au plus grand nombre d'accéder à une alimentation saine, équilibrée** et en quantité suffisante, quels que soient les cours des matières premières : y renoncer constituerait une "faute historique".

2. FAIRE EN SORTE QUE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE N'OUBLIE PAS LES PLUS PAUVRES

Les Restos ont souhaité se faire l'écho de celles et ceux qui ne comptent pas, ou trop peu, aux yeux des décideurs. Le 14 décembre 2011, ils ont répondu à l'invitation du candidat socialiste, François Hollande, qui les conviait à une table ronde associative. Une semaine plus tard, le 22 décembre 2011, ils recevaient le Président

de la République, Nicolas Sarkozy, pour évoquer avec lui les chantiers d'insertion, l'aide européenne et la situation dramatique du logement en France. **Le 29 février 2012, ils ont adressé aux candidats à l'élection présidentielle un courrier d'interpellation accompagné de 6 fiches thématiques** concernant l'accueil inconditionnel, l'encouragement de la générosité du public, la politique du logement, la construction d'un programme européen de sécurité alimentaire, le rôle et l'indépendance des associations, la politique d'insertion par l'activité économique. La plupart d'entre eux ont répondu par écrit, ce qui demeure insuffisant, car ce que notre association leur demande c'est une réponse dans les actes. **Toute cette "campagne" menée par les Restos l'a été dans le respect des principes qui nous guident depuis l'origine : indépendance totale vis-à-vis du politique, refus de l'esprit partisan, mais discernement et détermination sur les sujets qui sont au cœur de notre engagement.** C'est d'ailleurs dans cet état d'esprit que mi-novembre 2011 s'est engagée la mobilisation pour sauver la loi Coluche du "coup de rabet fiscal" que le rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée Nationale voulait lui imposer. Cette initiative malheureuse visait à assimiler le don aux associations à un "avantage fiscal", donc à réduire le niveau de déductibilité de 75 % et à l'intégrer dans un plafond de 10 % du total des revenus imposables. Or, le don n'est pas un avantage fiscal, car celui qui donne s'appauvrit toujours au moins du montant du "geste réel" et qu'il n'y a jamais de "retour sur investissement" direct. A contrario, l'association qui bénéficie du don "réinvestit" celui-ci dans des missions sociales, amplifiées par l'action gratuite des bénévoles, ce qui donne pratiquement 10 fois

plus de résultats qu'un euro de dépenses publiques. Ces arguments ont été entendus par le gouvernement qui s'est opposé à ce coup de rabot, ainsi que par le président de la commission des Finances de l'époque. **Droite et gauche ont donc majoritairement rejeté l'idée de modifier la loi Coluche, préservant ainsi la confiance des donateurs, si cruciale pour le financement du monde associatif.**

Les Restos fonctionnent majoritairement grâce aux dons. Ceux-ci étaient en baisse à la veille de Noël, alors même que le nombre de personnes accueillies continuait de progresser. Face à ce risque, un appel à la générosité lancé sur l'antenne d'une radio a été relayé d'une façon aussi forte qu'insoupçonnée. Inversant radicalement la tendance des dons, cette réceptivité est la manifestation éclatante de la crédibilité intacte de notre association. Grâce à cette perception positive de leurs actions, les Restos ont contribué à faire en sorte que la "cause" de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté devienne celle que les donateurs réguliers considèrent comme prioritaire (37 % des personnes interrogées en 2012), alors qu'il y a quatre ans, elle n'était que la troisième, 18 % derrière l'aide à l'enfance ou le soutien à la recherche médicale. Le service Message des Restos effectue un travail considérable dans tous les dossiers qui viennent d'être évoqués. Veille permanente, missions de lobbying, préparation des argumentaires, relations avec les cabinets et les autres associations, sans oublier le relais de ce message sur le terrain.

Le service communication/médias réalise chaque année l'exploit de faire mieux que ce qui semblait déjà constituer un record l'année précédente : plus de 28 000 alertes presse, création du blog PEAD avec plus de 15 000 visiteurs,

le cap des **100 000 "followers" Twitter dépassé et le plus grand nombre de fans Facebook du monde associatif français.**

Un nouveau gouvernement s'est mis en place à l'issue des échéances du printemps. Bien entendu, l'association est en relation avec lui sur les dossiers qu'elle veut défendre, tout comme elle l'était avec le gouvernement précédent. Le Premier Ministre organise en décembre une conférence de lutte contre les exclusions : les Restos la suivront avec intérêt et vigilance, afin de continuer à faire progresser favorablement le sort des plus faibles de nos concitoyens, ceux qui "comptent pour nous".

LES MISSIONS SOCIALES DES RESTOS : QU'AVONS-NOUS FAIT EN 2012 ?

Les sommes engagées pour les **missions sociales ont progressé de 1,7 %** l'an dernier, pour atteindre 137,9 millions d'euros. **L'aide alimentaire** représente 75 % des missions sociales. Le tonnage géré au total est de **89 576 tonnes** (fourniture du national + collecte et ramasse locale) : **il progresse en un an de 3,5 %.**

Le service Approvisionnements gère la rotation de 118 000 palettes et supervise une trentaine de plates-formes nationales. Ses objectifs principaux étaient :

1. APPROVISIONNER LES ASSOCIATIONS DÉPARTEMENTALES À MOINDRE COÛT :

Le nombre de repas a progressé **sans engendrer d'accroissement des dépenses.** Cette conjoncture favorable est déjà en train de s'inverser et les coûts des matières premières

achetées pour la campagne qui s'annonce sont à la hausse. **Mais aussi de répondre aux attentes des bénéficiaires en matière de produits :** consultation de 250 fournisseurs, arrivée de nouveaux produits et modification d'autres, changements dans la gamme, motivés par l'amélioration des **équilibres nutritionnels.** Bien entendu, nous continuerons sans relâche à poursuivre sa diversification dans le respect d'un budget qui n'est pas illimité et qui doit intégrer une demande plus importante en volume.

2. ÉTENDRE ENCORE LES BONNES PRATIQUES D'HYGIÈNE :

Visite de 561 centres avec une note supérieure à la moyenne pour tous. Optimiser la gestion des entrepôts des associations départementales : 17 missions d'appui et généralisation de NAVISION y ont principalement contribué. Il convient désormais de poursuivre vers **l'informatisation des centres**, et avant même cette étape, de progresser dans le suivi et la comptabilisation de notre collecte et de la ramasse locale.

3. EXPÉRIMENTER DE NOUVEAUX CIRCUITS D'APPROVISIONNEMENT :

Nous savons que face à des ressources qui se raréfient et des demandes en hausse, nous devons impérativement **diversifier nos sources d'approvisionnement** et contribuer aussi à l'objectif légitime français et européen de lutte contre le gaspillage. Accompagner le transfert de l'entrepôt francilien de Vitry : cet objectif était plus conjoncturel, car il consistait à accompagner l'équipe responsable de la gestion et du déménagement de notre plus gros entrepôt départemental, Vitry, qui alimente 4 associations départementales de la région parisienne.

L'aide alimentaire représente

75%

des missions sociales

« **LES 46 JARDINS ACI ONT PRODUIT 443 TONNES DE FRUITS ET LÉGUMES FRAIS, SOIT UNE ÉCONOMIE DE 830 000 EUROS D'ACHATS.** »

Le réseau Accompagnement de l'Aide Alimentaire (AAA) intervient dans l'amélioration des équilibres nutritionnels, les ateliers cuisine ainsi que pour les Restos Bébés et la nutrition infantile. Cette année, la coordination de la collecte nationale lui a également été confiée. La finalisation du guide Restos Bébés et la formation Nutrition infantile en partenariat avec Blédina contribuent à **l'amélioration de l'accompagnement des 32 000 bébés aidés par les Restos.**

Le montant des missions sociales consacrées à l'insertion s'élève à 35,1 millions d'euros et progresse cette année de 8,7 %.

L'insertion socioprofessionnelle et le retour à l'emploi progressent de 9 %, à 22,5 millions d'euros. Aux Restos, cette activité s'oriente vers trois directions principales : les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), les Petites Ruches et le Service de Recherche d'Emploi (SRE). Les ACI sont désormais au nombre de 99 et ils emploient 1 500 contrats aidés. Majoritairement constitués de jardins (46, pour une production de 443 tonnes de fruits et légumes frais, qui représentent aussi une économie de presque

830 000 euros d'achats), ils concernent toutes activités confondues 48 associations départementales. Les trois petites ruches maintiennent quant à elle leur taux de "sorties dynamiques" pour environ une personne sur quatre passants par la structure. Mais nous savons que c'est au niveau du soutien à la recherche d'emploi, actuellement en place dans 184 centres d'activité sur 2 040, que nous pourrions encore agir avec le plus d'ampleur et dépasser le chiffre actuel de 2 573 personnes accompagnées vers la recherche d'emploi. L'informatisation des centres doit constituer un levier important à l'avenir dans ce domaine. Nous devons rester fidèles à notre politique qui consiste à accueillir tous les publics, y compris les plus éloignés de l'emploi, et poursuivre les expérimentations à la frontière ou hors des sentiers battus, comme nous avons su le faire dans le passé avec les jardins.

Le logement, l'hébergement d'urgence et l'aide aux gens de la rue progressent de 8,3 à 8,9 millions d'euros, soit 7 % d'évolution.

37 départements accueillent au moins une de ces activités Restos : Hébergement d'urgence, Résidence Sociale ou Intermédiation locative.

35,1 M€

de missions sociales consacrées à l'insertion (+8,7%)

Les 48 structures concernées, grâce au travail patient et difficile de leurs 85 salariés et 515 bénévoles, ont logé ou hébergé presque 4 000 personnes différentes cette année. Parmi elles, 650 ont pu bénéficier d'une sortie positive. C'est déjà énorme, dans un contexte tendu, voire saturé sur certaines régions, mais c'est encore bien loin de ce qu'il serait possible et surtout nécessaire de faire. Les priorités pour l'année écoulée demeurent intactes pour l'année à venir :

- 1. coordonner** l'activité logement sur Paris (éclatée entre trois structures : l'AD, la Péniche et Hermel),
- 2. créer puis développer** le modèle d'un service "Accueil Information Logement" dans les centres d'activités (là aussi, l'informatisation à venir y contribuera grandement),
- 3. réfléchir** au développement de "pensions de famille" ou "maisons relais",
- 4. amplifier** notre action en faveur de l'intermédiation locative (en rendant les dispositifs existants plus cohérents et en cherchant à en développer dans les départements où les besoins sont les plus forts),

1,7 M€

de dépenses en faveur de la culture, des loisirs et de la lutte contre l'illettrisme

5. **mettre aux normes** et pérenniser nos établissements existants (sans forcément chercher à créer de nouveaux centres, trop lourds et difficiles à gérer et moins compatibles avec la valeur ajoutée de l'accompagnement bénévole),
6. **faire entendre** notre voix dans l'organisation des politiques publiques à venir (mais toujours dans l'esprit Restos, à savoir "sans idéologie, discours ou baratin").

Dans 49 AD, ce sont 107 dispositifs d'accueils et de rencontres (22 maraudes, 28 camions, 23 accueils de jour, 33 points chaud et un lieu de vie) et presque 4 100 bénévoles qui permettent la relation avec les "gens de la rue". Dans les 32 000 contacts hebdomadaires, il y a toujours plus de familles qui n'ont plus d'autres solutions que de venir chercher une aide aux Restos.

Les dépenses en faveur de la culture, des loisirs et de la lutte contre l'illettrisme progressent de 14,5 %, à 1,7 millions d'euros.

Toutes les activités du **réseau Culture et Loisirs** progressent sur le plan quantitatif : 3 544 personnes concernées par les départs en vacances, 253 villes et 96 856 spectateurs pour les rendez-vous cinémas, 860 bibliothèques et 53 espaces animés autour du livre. Mais elles progressent également sur le **plan qualitatif, en s'ouvrant à de nouveaux publics comme les personnes accueillies en accueil de jour ou les séniors**, en impliquant un accompagnement plus efficace des bénévoles et en favorisant l'orientation vers d'autres activités Restos (sorties culturelles, ateliers de français, aides administratives) et vers un travail d'insertion plus individualisé.

L'accompagnement scolaire et la lutte contre l'illettrisme poursuivent leur développement :

66 ateliers, pour le premier, 228 ateliers pour le second. Donner aux enfants des familles accueillies les atouts nécessaires afin qu'ils ne connaissent pas la précarité de leurs parents ou **lever l'obstacle majeur à l'insertion constitué par l'absence de maîtrise de la langue française**, demeurent les objectifs de base de ces deux activités. Pour autant, la recherche de collaboration avec des réseaux étudiants semble indispensable pour franchir un palier de plus dans le combat à la racine contre la spirale de l'exclusion.

Le microcrédit personnel et l'accès au droit, qui bouclent cet inventaire des missions sociales, sont définitivement sortis du stade de l'expérimentation pour passer à celui d'activités clés : 55 départements actifs (+18) pour 2 050 demandeurs reçus pour la première, 20 départements actifs pour 1 120 personnes accueillies pour la seconde. L'organisation du réseau s'étant renforcée et stabilisée, les objectifs majeurs sont désormais de contribuer aux débats sur l'inclusion bancaire et d'élargir l'activité aux conseils budgétaires au-delà du microcrédit qui, quant à lui, poursuivra une approche plus qualitative que quantitative. Dans le même temps, la recherche d'une convention nationale avec le ministère de la Justice et de partenariats locaux avec les barreaux d'avocats doit nous aider à franchir un cap déterminant dans nos travaux sur l'accès au droit, qui constituera l'un des thèmes majeurs de la future conférence nationale gouvernementale sur la lutte contre la précarité.

La formation a reçu 26 743 stagiaires dans 2 004 sessions, une réflexion globale sur notre formation sera nécessaire si nous voulons ré-

« **FAIRE RECULER LA MISÈRE ET NE PAS SE CONTENTER DE LA GÉRER.** »

6,9%

de frais généraux, un ratio stable et remarquablement bas

pondre aux fortes aspirations exprimées sur le besoin de formation pour aider les bénévoles à accepter et assumer leurs responsabilités. Il s'agit même d'un point central pour la réussite du futur projet associatif triennal.

La coordination de l'ensemble des missions sociales est assurée par le **Comité des Missions Sociales**, qui intervient en outre, pour la **mise en œuvre du projet associatif, la médiation, l'animation des équipes d'antennes**, le pilotage et la réponse aux questions des AD et l'analyse et l'évaluation de l'activité. Les priorités pour l'avenir sont de mettre en œuvre les objectifs missions sociales du projet associatif national 2012/2015. Les réunions de fin de campagne ont, pour la deuxième année consécutive, donné lieu à un échange riche et de proximité. Nous avons pu y ressentir ce paradoxe d'une réelle adhésion d'ensemble à la politique de notre association, conjuguée à une crainte tout aussi palpable de ne pas disposer des moyens logistiques et des ressources humaines suffisantes pour y parvenir. Peut-être est-ce le signe que le moment où "l'impossible est atteint" approche. Nous devons être attentifs à cette alerte, sans

pour autant freiner ce développement, car il est le seul à pouvoir nous aider à atteindre la forte ambition de notre objet social : **faire reculer la misère, et ne pas se contenter de la gérer.**

NOTRE ORGANISATION : OÙ AVONS-NOUS TROUVÉ LES MOYENS D'AGIR ?

Le ratio de frais généraux est stable au niveau remarquablement bas de 6,9 %. C'est sans conteste l'une des principales raisons de la confiance des donateurs. Le budget combiné de l'association atteint désormais presque 179 millions d'euros. Si l'on ajoute les **155 millions de valorisation du bénévolat**, les mises à dispositions gratuites et la valeur estimée (pour l'instant non comptable) des denrées données ou collectées, nous sommes sans doute plus proches d'un montant réel total de 400 millions d'euros. **Pour en assurer un suivi rigoureux, nous nous appuyons sur deux structures cruciales : le service comptabilité/gestion/finances et le service contrôle général/contrôle de gestion nouvellement créé.** L'activité du premier est aisément perceptible dans le rapport financier du Trésorier, mais on peut pour le moins signaler ici que ce service, composé de 6 salariés et 32 bénévoles, a eu à faire face à 10 000 factures ou notes de frais et 35 000 lignes de saisies, a assuré 25 journées de formations, accompagné 23 associations départementales, réalisé 35 audits, combiné 119 comptes et budgets, déployé le logiciel dans les deux tiers des départements. L'activité du contrôle général est encore trop récente pour être décrite ici, mais forte d'un binôme salarié/bénévole complémentaire et dynamique, il fournira aux instances

nationales (Bureau, CA), **les outils de pilotage et de contrôle de l'efficacité de l'action et de la gestion, indispensables à une association de notre taille.**

Les services généraux du siège assurent l'administration de notre organisation. L'informatique a focalisé son énergie sur les chantiers majeurs constitués par Navision et la refonte de l'Intranet, en complément de son activité récurrente de gestion des Systèmes d'Information des Restos et du parc bureautique. À court terme, les objectifs sont de stabiliser Navision, de refondre la messagerie, d'optimiser la sécurité informatique mais surtout, **de finaliser le projet d'informatisation de tous les centres d'activités des Restos, crucial en terme de connaissance de nos bénéficiaires, de traçabilité et de développement de nouvelles activités pour les missions sociales.**

La gestion des Ressources Humaines gère l'administration du personnel, gère les compétences, gère le dialogue social et cherche à consolider et dynamiser les RH de l'association. La nomination d'un responsable bénévole et le renforcement de l'équipe vont permettre de poursuivre la professionnalisation des fonctions clés et la délégation responsable au siège, tout en offrant une "ressource" de consultation RH pour les associations départementales.

L'organisation est donc bien en place, même si elle est encore perfectible. À cet égard, nous continuons d'examiner avec attention et à mettre en œuvre les recommandations du dernier rapport de la Cour des Comptes. Mais pour agir, nous disposons aussi de ressources qui, à 179 millions d'euros, progressent cette année de presque 6 %, ce qui est quasiment inespéré.

25,7 M€

de ressources récoltées grâce aux Enfoirés

■ **Les dons progressent de 17 %, grâce au très bon écho des messages des Restos**, mais aussi une politique de rationalisation du budget et de négociation des coûts de collecte, le recrutement de nouveaux donateurs et l'amélioration de la relation avec les donateurs existants. Tout cela nous permet de collecter davantage, tout en réduisant les frais de collecte, ce qui donne **un ratio de collecte désormais nettement inférieur à 4 %**. Les legs poursuivent leur progression spectaculaire. Le service, renforcé d'une nouvelle compétence bénévole issue du notariat, continue également de réduire le nombre de dossiers contentieux, ce qui réduit les frais de gestion et accélère le recouvrement des sommes versées à notre association.

Les manifestations progressent de 14 %.

Le mécénat et le partenariat d'entreprise sont difficiles à comptabiliser, car ils cumulent des dons financiers, des dons en nature (non valorisés), des dons de compétences et des actions d'insertion. Pour autant, ils poursuivent **un développement ciblé dans le respect des consignes** données par le CA national de maîtrise de l'image et du logo des Restos.

Les subventions sont stables, mais avec de fortes disparités en fonction des origines.

L'Union Européenne (PEAD) est stable pour l'instant, grâce au sauvetage de ce programme jusqu'à fin 2013. En revanche, **les subventions de l'Etat baissent de 25 %** à cause de la non-reconduction des budgets du plan de relance, alors que celles des collectivités progressent de 8 %. Nous savons que le niveau des finances publiques ne nous laisse que peu d'espoir d'augmenter ce poste à l'avenir. Tout au plus, pouvons nous espérer le stabiliser, ce qui serait déjà un exploit.

Les Enfoirés plus forts que l'Europe ! Ce n'est pas un slogan, mais la réalité des 25,7 millions d'euros de ressources qu'ils produisent cette année, sans compil ou ressources exceptionnelles, pour un ratio de frais d'organisation sur recettes en baisse. Avec au rendez-vous **un record d'audience télévisée et un spectacle qui se joue à guichets fermés**. Le tout, toujours sous la houlette d'une petite équipe dirigée par Jean-Jacques Goldman et entièrement concentrée sur l'unique objectif d'apporter la plus grosse recette possible pour notre association.

Grâce à ces ressources en nette progression, les Restos peuvent faire face à leurs charges et constater, pour la deuxième fois en 5 ans, un résultat excédentaire. Cette "réserve" financière va être indispensable dans la période de hausse des cours des matières premières alimentaires qui s'ouvre.

QUELLES PERSPECTIVES POUR DEMAIN ?

L'Europe va adopter son budget pour les 7 ans à venir. Les nouveaux responsables issus des élections nationales du printemps mettent en place leur programme pour un quinquennat. L'ambition des Restos est moindre, car notre structure n'est pas une institution et elle est supposée plus éphémère. Pour autant, il va vous être proposé de renouveler le Projet Associatif National pour les trois prochaines années. Ce n'est qu'en nous efforçant de respecter les priorités décrites dans ce projet que nous nous donnerons une chance de **"Faire bien plus, avec bien moins."**

4

LE RAPPORT FINANCIER

2011-2012 du 1^{er} mai 2011 au 30 avril 2012

Les comptes au 30 avril 2012 ont été certifiés par nos commissaires aux comptes, le cabinet Pierre-Henri SCACCHI et Associés représenté par Monsieur GRUBER, le cabinet MAZARS représenté par Monsieur AMOYAL.

Ces comptes, présentés et arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 octobre 2012, ont donné lieu à deux rapports.

Le premier, qui porte le titre de "rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels", concerne les comptes de l'association nationale.

Le second, qui porte le titre de "rapport des commissaires aux comptes sur les comptes combinés", concerne la totalité des 120 associations qui constituent les Restaurants du Cœur, c'est-à-dire :

1. L'association nationale
2. Les 119 associations départementales agréées par l'association nationale sur l'exercice 2011/2012.

4.1

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE

Pour l'exercice 2011/2012, les produits et les charges des 120 associations se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	Association nationale	119 associations départementales	Neutralisations internes	Total net	(Rappel 2010/2011)
PRODUITS	131 444	59 769	-12 323	178 891	168 869
CHARGES	114 637	60 077	-12 936	161 778	157 475

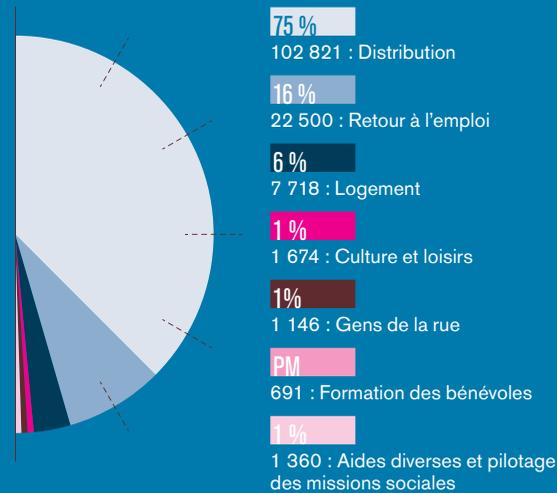
La neutralisation des opérations internes correspond aux mouvements entre associations des Restos (essentiellement des subventions de l'association nationale vers les associations départementales, contribution de solidarité, contributions inter-départementales, etc.).

En milliers d'euros	2009/2010	2010/2011	2011/2012	Évolution sur 1 an
PRODUITS	151 616	168 869	178 891	+6%
CHARGES	152 882	157 475	161 778	+3%
RÉSULTAT	-1 266	11 395	17 112	

Le résultat 2011/2012 traduit la forte progression des ressources, liée :

- d'une part à l'appel lancé aux donateurs fin décembre 2011 pour faire face aux menaces pesant sur nos ressources et qui s'est traduit par un remarquable élan de générosité
- et d'autre part à la réception d'une assurance-vie d'un montant exceptionnel (7,8 M€).

Au cours de l'exercice, les 120 associations composant les restos du Cœur ont continué de développer leurs programmes (+1,7 % en valeur), qui se répartissent comme suit.



La distribution alimentaire et les Relais restent la première mission sociale des Restos (75 % du total des missions sociales). Grâce à la forte progression des dons en nature, à l'accès à des matières premières à prix réduit et à un très bon taux de transformation de ces matières premières en produit finis, nous avons distribué **5,5 % de repas en plus** en 2011/2012.

Les missions Accompagnement au retour à l'emploi et Logement continuent de croître et représentent désormais plus de 22 % des missions sociales.



LES COMPTES DE L'ASSOCIATION NATIONALE

4.2

Les comptes annuels de l'association nationale peuvent être analysés à partir des deux documents principaux :

1. Le compte d'emploi annuel des ressources présenté conformément aux dispositions du règlement n°2008-12 du Comité de la réglementation Comptable (CRC).
2. Le bilan.

EMPLOI DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources (CER) présente de manière analytique les ressources de l'entité selon leur destination (mis-

sions sociales, frais de recherches de fonds, frais de fonctionnement et autres charges).

Il est strictement en adéquation avec le compte de résultat : le total des ressources est égal au total des produits, et le total des emplois est égal au total des charges.

Les principes suivants ont été entérinés par le Conseil d'Administration du 29 avril 2010.

Les coûts engagés par l'association pour la réalisation des missions sociales sont des dépenses opérationnelles qui disparaîtraient si la mission sociale n'était pas réalisée ou si elle s'arrêtait. Seules les charges directes (c'est-à-dire les frais que l'on peut affecter précisément

et "sans ambiguïté" à une mission sociale) sont considérées comme pouvant être des dépenses opérationnelles et affectées à chacune des missions sociales.

Les charges indirectes sont considérées comme des coûts de structure et affectées aux frais de fonctionnement, notamment celles relatives à l'administration, la comptabilité, la gestion, l'informatique (hors les frais directement affectables à une mission sociale).

Les ressources issues de la générosité du public (les dons, les legs, les donations et les produits des manifestations) **financent en priorité les dépenses opérationnelles des missions sociales** après utilisation des fonds affectés obtenus (subventions, dons, donations et legs).



Pour une meilleure lisibilité, le présent rapport présente une version simplifiée du CER avec un comparatif de l'emploi des ressources de l'exercice avec celui de l'exercice précédent.

EMPLOIS en milliers d'euros	2011/2012	2010/2011*	RESSOURCES en milliers d'euros	2011/2012	2010/2011*
5 MISSIONS SOCIALES	98 039	99 014	1 RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	80 108	62 445
• DISTRIBUTION ALIMENTAIRE ET RELAIS + MICROCRÉDIT	86 801	88 397	• DONS	66 836	56 791
• ACCOMPAGNEMENT RETOUR À L'EMPLOI	3 240	2 913	• LEGS	13 256	5 631
• LOGEMENT ET HÉBERGEMENT D'URGENCE, GENS DE LA RUE	2 692	2 523	• MANIFESTATIONS	16	23
• CULTURE, LOISIRS, LUTTE CONTRE L'ILLÉTRISME	486	396	AUTRES FONDS PRIVÉS	613	459
• AIDES DIVERSES ET PILOTAGE NATIONAL DES MISSIONS SOCIALES	4 282	4 279	2 SUBVENTIONS	23 930	24 824
• FORMATION DES BÉNÉVOLES	536	504	• PEAD (UNION EUROPÉENNE)	23 007	22 713
			• AUTRES SUBVENTIONS	923	2 111
6 FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	2 917	3 059	3 AUTRES PRODUITS	26 643	32 949
			• PRODUITS DES ENFOIRÉS	25 717	31 277
3 FRAIS ENFOIRÉS	5 246	6 762	• AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION ET EXCEPTIONNELS	343	233
			• PRODUITS FINANCIERS	583	1 439
6 FRAIS DE FONCTIONNEMENT	3 148	2 783	TOTAL DES RESSOURCES INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT	131 296	120 679
TOTAL DES EMPLOIS INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT	109 351	111 620	REPRISE DE PROVISIONS	134	78
DOTATIONS AUX PROVISIONS	2 785	1 550	4 REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EX. ANTÉRIEURS	13	4 041
1 ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	2 500	1 200	INSUFFISANCE DE RESSOURCES SUR L'EXERCICE	-	-
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	16 807	10 429	TOTAL GÉNÉRAL	131 444	124 799
TOTAL GÉNÉRAL	131 444	124 799	ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE		
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE			7 BÉNÉVOLAT	326	
• MISSIONS SOCIALES			PRESTATIONS EN NATURE	0	
• FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			DONS EN NATURE	0	
• FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES CHARGES	326				

*Comptes retraités proforma

*Comptes retraités proforma

1

L'appel lancé aux donateurs fin décembre 2011 pour faire face aux menaces pesant sur nos ressources, s'est traduit par un exceptionnel élan de générosité. Les dons du public et les mécénats ont progressé de 10 M€ (+18 %). Une partie de ces fonds (2,5 M€) a été dédiée au financement de la campagne d'été 2012 et figure donc en "Engagements à réaliser sur ressources affectées" dans la rubrique Emplois. Par ailleurs, en 2011, les Restos du Cœur ont bénéficié d'une assurance-vie d'un montant de 7,8 M€.

Etant donné son montant hors norme, le Conseil d'Administration a décidé de faire figurer ce produit en résultat exceptionnel dans le Compte de Résultat.

2

En 2010/2011, les Restos du Cœur ont bénéficié d'une aide alimentaire exceptionnelle de la part de l'Etat, non reconduite en 2011/2012. Pour la première fois cette année, les subventions versées par des entreprises ou des associations ont été reclassées en "Autres fonds privés" (soit 0,6 M€ en 2011/2012, contre 0,5 M€ en 2010/2011).

3

Les produits des Enfoirés : En 2010/2011, pour fêter les 20 ans des Enfoirés, l'association avait réalisé une compilation des meilleurs moments des concerts. Cette opération, inhabituelle et ne se rattachant à aucun spectacle en particulier avait été isolée dans notre compte de résultat et enregistrée en produits et charges exceptionnels (produits : 8,4 M€, charges : 1,8 M€).

Elle explique la baisse apparente des produits et des frais Enfoirés dans le tableau ci-contre. En fait, cette année, l'activité habituelle des Enfoirés a généré 2,8 M€ de recettes complémentaires par rapport à l'an passé.

Les produits financiers :

La baisse des produits financiers par rapport à l'an passé n'est pas significative : le portefeuille au 30/4/2012 comprend en effet 5 M€ de plus-values latentes (non comptabilisées).

4

En 2010/2011, les Restos ont utilisé l'aide alimentaire exceptionnelle versée par l'Etat l'année précédente (3,6 M€) et des subventions perçues antérieurement.

5

La distribution alimentaire baisse légèrement en valeur car les Restos avaient bénéficié en 2010/2011 de l'aide alimentaire exceptionnelle de l'Etat (cf. point 2).

Cependant, comme indiqué au § 4.1, nous avons pu cette année distribuer 5,5 % de repas en plus, grâce à l'accès à des matières premières à coût réduit, à un très bon taux de transformation de ces matières premières en produit finis et à des dons en nature en forte croissance (+ 13 % pour le tonnage de la collecte nationale).

6

Le pourcentage des frais généraux (frais d'appel à la générosité du public et frais de fonctionnement) reste stable d'une année sur l'autre à 4,6 %.

7

Les heures de bénévolat ont été valorisées pour la première fois cette année en pied de CER (cf. § 4.4).

LE BILAN

ACTIF en milliers d'euros	30/04/2012	30/04/2011	PASSIF en milliers d'euros	30/04/2012	30/04/2011
	NET	NET			
ACTIF IMMOBILISE	6 102	6 420	3 FONDS ASSOCIATIFS ET RÉSERVES	100 855	83 409
1 • STOCKS ET EN-COURS	27 265	21 610	4 PROVISIONS	5 959	4 445
• CRÉANCES	16 468	15 908	5 FONDS DÉDIÉS	2 551	1 315
2 • TRÉSORERIE	71 912	56 082	6 DETTES	12 614	11 085
• CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	233	234			
ACTIF CIRCULANT	115 877	93 834			
TOTAL GÉNÉRAL	121 979	100 254	TOTAL GÉNÉRAL	121 979	100 254

1

La campagne d'été se généralise et nécessite des achats plus conséquents en fin d'exercice de façon à pouvoir servir les centres dès le début du mois de mai, ce qui explique l'augmentation des stocks.

2

La croissance des ressources a généré une trésorerie importante. Les fonds qui nous sont confiés, sont placés sur des supports monétaires ou garantis par les banques. Afin de veiller au strict respect des règles de sécurité mises en place, tout en veillant à la conservation de la valeur actuelle des fonds, **nous avons créé cette année un comité composé de professionnels internes et externes chargés d'avaliser les placements effectués.**

3

Les fonds associatifs et les réserves comprennent l'excédent des ressources sur les emplois de l'exercice, qui s'élève à 16,8 millions d'euros.

Les fonds associatifs et les réserves atteignent au 30/4/2012 un niveau équivalent à 10,8 mois de fonctionnement de l'association, ce qui dans un contexte d'incertitude sur l'évolution des ressources et de fluctuation des cours des matières premières sur le long terme, paraît prudent.

4

La hausse des provisions pour risques et charges est essentiellement imputable à la provision pour retours de CD et DVD. Celle-ci couvre le risque d'avoir à rembourser les CD et DVD invendus des concerts des Enfoirés. Le contexte et le mode de calcul de cette provision sont rappelés ci-après. L'association enregistre dans ses livres le chiffre d'affaires lié à la mise en bacs des CD et DVD (mise à disposition dans les différents points de ventes), minoré des retours (invendus) estimés contractuellement par le distributeur sur la base d'un pourcentage du chiffre d'affaires. Le risque potentiel provient du "stock de réserve" qui peut être retourné à tout moment à l'associa-

tion et engendrer des ventes négatives. C'est le caractère incertain de la survenance du risque de remboursement, de son montant et de son échéance, qui entraîne la constatation de cette provision pour risques et charges.

5

La hausse des fonds dédiés est liée aux mécénats d'entreprise reçus postérieurement à la période durant laquelle nous passons commandes à nos fournisseurs pour la campagne d'hiver. Nous avons donc affecté ces dons à la campagne d'été 2012.

6

Les achats pour la campagne d'été, plus importants que par le passé, expliquent en grande partie l'augmentation des dettes.



4.3

LES COMPTES COMBINÉS

120 STRUCTURES ONT ÉTÉ COMBINÉES CETTE ANNÉE (119 AD ET L'AN) CONTRE 117 L'AN DERNIER.

Les comptes annuels combinés seront analysés à partir des deux documents principaux :

1. Le compte d'emploi annuel des ressources présenté conformément aux dispositions du règlement n°2008-12 du Comité de la réglementation Comptable.
2. Le bilan.

LES EMPLOIS ET LES RESSOURCES

Le CER a été établi selon les mêmes principes que ceux décrits au § 4.2.1. Pour une meilleure lisibilité, le présent rapport présente une version simplifiée du CER et un comparatif de l'emploi des ressources de l'exercice avec celui de l'exercice précédent.

EMPLOIS en milliers d'euros	2011/2012	2010/2011*
4 MISSIONS SOCIALES	137 910	135 635
• DISTRIBUTION ALIMENTAIRE ET RELAIS + MICROCRÉDIT	102 821	103 359
• ACCOMPAGNEMENT RETOUR À L'EMPLOI	22 500	20 625
• LOGEMENT ET GENS DE LA RUE	8 864	8 277
• CULTURE ET LOISIRS	1 674	1 462
• AIDES DIVERSES ET PILOTAGE NATIONAL	1 360	1 239
• FORMATION DES BÉNÉVOLES	691	673
5 FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	3 051	3 106
3 FRAIS ENFOIRÉS	5 246	6 762
5 FRAIS DE FONCTIONNEMENT	9 371	8 563
TOTAL DES EMPLOIS INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT	155 581	154 069
DOTATIONS AUX PROVISIONS	3 001	1 621
1 ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	3 197	1 785
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	17 112	11 395
TOTAL GÉNÉRAL	178 891	168 869
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE		
• MISSIONS SOCIALES	147 969	-
• FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	755	-
• FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES CHARGES	5 972	-
TOTAL DES CONTRIBUTIONS EN NATURE	154 696	-

*Comptes retraités proforma

RESSOURCES

en milliers d'euros

	2011/2012	2010/2011*
1 RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	94 180	74 758
• DONS	79 610	67 971
• LEGS	13 255	5 631
• MANIFESTATIONS	1 315	1 156
AUTRES FONDS PRIVÉS	1 224	1 280
2 SUBVENTIONS	51 880	51 508
• PEAD (UNION EUROPÉENNE)	23 907	23 530
• AUTRES SUBVENTIONS	27 973	27 978
3 AUTRES PRODUITS	30 724	36 744
• PRODUITS DES ENFOIRÉS	25 717	31 277
• AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION ET EXCEPTIONNELS	4 207	3 927
• PRODUITS FINANCIERS	800	1 540
TOTAL DES RESSOURCES INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT	178 008	164 293
REPRISE DE PROVISIONS	320	213
4 REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EX. ANTERIEURS	560	4 362
INSUFFISANCE DE RESSOURCES SUR L'EXERCICE	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	178 891	168 869
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE		
6 BÉNÉVOLAT	154 696	-
PRESTATIONS EN NATURE	-	-
DONS EN NATURE	-	-
TOTAL DES CONTRIBUTIONS EN NATURE	154 696	-

*Comptes retraités proforma

1

L'élan de générosité dont a bénéficié l'association nationale a également profité aux associations départementales.

Les dons du public et les mécénats ont globalement progressé de 11,6 M€ (+17 %). Une partie de ces fonds (3,2 M€) a été dédiée au financement de la campagne 2012 et figure donc en "Engagements à réaliser sur ressources affectées" dans la rubrique Emplois. L'assurance-vie d'un montant de 7,8 M€ mentionnée ci-dessus accroît également les ressources collectées auprès du public.

Ce produit, d'un montant hors norme, figure en résultat exceptionnel dans le Compte de Résultat combiné.

2

Les subventions sont restées stables sur 2011/2012.

3

Commentaire identique à celui du tableau de l'association nationale.

4

Les missions sociales croissent de 1,7 % en valeur. La distribution alimentaire baisse légèrement en valeur car les Restos avaient bénéficié en 2010/2011 d'une aide alimentaire exceptionnelle de l'Etat à hauteur de 3,6 M€. Cependant, nous avons distribué 5,5 % de repas en plus en 2011/2012, grâce à l'accès à des matières premières à coût réduit, à un très bon taux de transformation de ces matières en produit finis et enfin à l'augmentation des dons en nature (la collecte nationale s'est accrue de 13 % en 2012).

5

Le pourcentage des frais généraux (frais d'appel à la générosité du public et frais de fonctionnement) reste stable sur l'exercice à 6,9 %.

6

Les heures de bénévolat ont été valorisées pour la première fois cette année en pied de CER (cf. § 4.4).

LE BILAN COMBINÉ

ACTIF en milliers d'euros	30/04/2012	30/04/2011	PASSIF en milliers d'euros	30/04/2012	30/04/2011
	NET	NET			
ACTIF IMMOBILISÉ	16 703	16 884	2 FONDS ASSOCIATIFS ET RÉSERVES	118 705	100 440
1 • STOCKS ET EN-COURS	27 347	21 667			
• CRÉANCES	21 587	20 953	1 PROVISIONS	6 076	4 518
1 • TRÉSORERIE	81 063	64 523	3 FONDS DÉDIÉS	3 399	1 952
• CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	871	879			
ACTIF CIRCULANT	130 868	108 022	1 DETTES	19 391	17 995
TOTAL GÉNÉRAL	147 571	124 905	TOTAL GÉNÉRAL	147 571	124 905

1

Le commentaire est identique à celui du bilan de l'association nationale.

2

Les fonds associatifs combinés atteignent au 30/4/2012 un niveau équivalent à 9 mois de fonctionnement de l'association, ce qui dans un contexte d'incertitude sur l'évolution des ressources et de fluctuations des cours des matières premières sur le long terme, paraît prudent.

3

La hausse des fonds dédiés est essentiellement liée aux dons et mécénat reçus postérieurement à la période durant laquelle nous passons commandes à nos fournisseurs pour la campagne d'hiver. Ces dons ont donc été affectés à la campagne d'été 2012.

4.4

CONTRIBUTIONS EN NATURE

Pour la première fois cette année, les Restos font figurer dans le CER la valorisation des heures de bénévolat.

Le nombre d'heures a été déterminé selon une approche statistique et la valorisation des heures, effectuée sur la base d'un smic au 30/4 (charges sociales incluses), représente 155 M€. **Ce montant est très significatif puisqu'il représente presque la totalité des emplois financiers de l'association.**

Il permet de mieux mesurer l'impact économique réel de l'organisation, bien supérieur à celui résultant de la seule lecture des états financiers. D'ailleurs, les contributions en nature n'inclut à ce stade ni les dons d'aliments ou de produits d'hygiène reçus dans le cadre des collectes nationale et locales (estimés à 22 946 tonnes) ni les mises à disposition gratuites de locaux, de moyens techniques ou de personnel via des mécénats de compétences.

4.5

ÉVÉNEMENTS SURVENUS APRÈS LA CLOTURE

Néant

4.6

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES ADMINISTRATEURS NATIONAUX

Au cours de l'exercice 2011/2012, le montant des frais de déplacement et missions des administrateurs de l'association nationale s'est élevé à 41 382 €. Les bénévoles ne perçoivent aucune rémunération ni avantage en nature.

4.7

MONTANT DES SALAIRES DES 5 PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES DE L'ASSOCIATION NATIONALE

Au cours de l'exercice 2011/2012, le montant global des salaires bruts des 5 personnes les mieux rémunérées de l'association nationale s'est élevé à 278 428 €.

on compte sur vous
Cherhe



Pour nous aider, adressez vos dons par courrier :
Restaurants du Cœur 75515 Paris Cedex 15
ou en ligne sur notre site : <http://dons.restosducoeur.org>

+ D'INFOS : www.restosducoeur.org

